

De Minister-President en de Vice-Presidenten hebben rechtstreekse toegang tot de comptabiliteit van alle vastleggingen en vereffeningen.

HOOFDSTUK 7. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 21. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 houdende regeling van haar werking wordt opgeheven.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 23. De Ministers worden, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 19 juli 2024.

De Minister-Presidente, belast met Begroting, Hoger Onderwijs,
Cultuur en Internationale en Intra-Franstalige Betrekkingen,
E. DEGRYSE

De Eerste Vice-Presidente en Minister van Onderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
V. GLATIGNY

De Vice-Presidente en Minister van Kind, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd en Justitiehuisen,
V. LESCRENIER

De Minister van Sport, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Media,
J. GALANT

De Minister van Onderzoek,
A. DOLIMONT

De Minister van Gezondheid, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Y. COPPIETERS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/009525]

2 OCTOBRE 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2017 réglant les modalités d'application du décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif, tel que modifié, les articles 5, alinéa 1^{er}, 4^o, 6, § 2, alinéa 5, et 12, alinéa 5 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2017 réglant les modalités d'application du décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif ;

Vu le « test genre » du 19 février 2024 en application de l'article 4, alinéa 2, § 1^{er}, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 28 mars 2024 du comité de négociation de Secteur IX : « Enseignement » (Communauté française), du Comité des services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné ;

Vu le protocole de négociation du 3 avril 2024 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement ;

Vu l'avis 76.928/2/V du Conseil d'État, donné le 12 août 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que les modifications apportées par le décret du 19 juillet 2021 au décret du 30 juin 2016 précité et que d'autres demandes exprimées par les personnes de référence chargées de l'inclusion ou par la Commission de l'Enseignement de promotion sociale inclusif impliquent des mises à jour de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2017 précité ;

Considérant que, dans l'intérêt des apprenants et des établissements d'Enseignement de promotion sociale, lesdites modifications, visant une simplification administrative, doivent entrer en vigueur dès la rentrée 2024-2025 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de promotion sociale ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juillet 2017 réglant les modalités d'application du décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « raisonnables, le rapport de la personne de référence au Conseil des études et le rapport anonymisé » sont remplacés par les mots « raisonnables et le rapport de la personne de référence au Conseil des études » ;

2^o l'article est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit : « Le Ministre fixe le modèle de rapport anonymisé. ».

Art. 2. Dans l'article 4, paragraphe 1^{er}, du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « sauf en cas de circonstances exceptionnelles ou imprévues invoquées par l'étudiant. Sont notamment considérés comme exceptionnels les cas d'inscription, de diagnostic ou d'évolution du handicap intervenus au-delà du délai susvisé. ».

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, les mots « courrier recommandé avec accusé de réception » sont à chaque fois remplacés par « courrier recommandé ou par tout autre moyen prévu par le décret » ;

2° l'article 5 est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit : « Par dérogation aux trois premiers alinéas du présent article, si la demande a été introduite après les 10 jours ouvrables précédant la date d'ouverture de l'unité d'enseignement, la décision motivée du conseil des études est envoyée par courrier recommandé ou par tout autre moyen prévu par le décret au plus tard le vingtième jour ouvrable suivant l'introduction de la demande. ».

Art. 4. Dans l'article 6 du même arrêté, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Sauf décision contraire de la Commission, ses réunions se tiennent à l'Administration en charge de l'Enseignement de promotion sociale. La Commission peut également décider de se réunir en vidéoconférence ou en hybride. ».

Art. 5. A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « au moins quatre fois par an et » sont insérés entre les mots « se réunit » et « à chaque fois » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé ;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « 10 jours ouvrables au moins » sont remplacés par les mots « au moins une semaine » ;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « et par courrier postal » sont abrogés.

Art. 6. A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les mots « Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique » sont remplacés par les mots « Direction générale de l'enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique » ;

2° dans le paragraphe 3, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « Le rapport d'évaluation visé à l'article 10, § 2, du décret du 30 juin 2016 est préparé par le secrétariat, sur la base d'un rapport du Service de l'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale et de l'Enseignement à distance portant sur l'analyse des données anonymisées collectées par ledit Service. Le secrétariat rédige les autres éléments devant figurer dans le rapport d'évaluation annuel, concernant notamment la tenue des réunions de la Commission, le nombre et le type de recours traités, les sujets généraux abordés. Ce rapport d'évaluation annuel est ensuite soumis à la Commission pour validation. ».

Art. 7. A l'article 15 du même arrêté, les mots « par courrier recommandé avec accusé de réception » sont remplacés par les mots « par courrier recommandé ou par tout autre moyen prévu par le décret ».

Art. 8. Dans l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1., les mots « trois parties distinctes » sont remplacés par les mots « deux parties distinctes » ;

2° au 1., les mots « C. Rapport anonymisé au Service de l'inspection

Il ne peut contenir aucune donnée permettant (ou susceptible de permettre) l'identification de l'étudiant. Lors de sa transmission au Service de l'inspection, ce rapport ne peut en aucun cas être accompagné des parties A et B. Si des annexes sont nécessaires, elles ne peuvent pas permettre d'identifier l'étudiant concerné. » sont supprimés.

Art. 9. L'intitulé du point 4 de la partie A de l'annexe du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Remarques complémentaires et aménagements accordés antérieurement dans d'autres établissements, le cas échéant ».

Art. 10. Dans la partie B de l'annexe du même arrêté, les points 2.2., 2.2.1., 2.2.2., 2.4., 2.4.1. et 2.4.2. sont supprimés.

Art. 11. Dans le même arrêté, la partie C de l'annexe est supprimée.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Art. 13. Le Ministre qui a l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 octobre 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, en charge du Budget, de l'Enseignement supérieur, de la Culture,
des Relations internationales et intra-francophones,

E. DEGRYSE

La Première Vice-Présidente et Ministre de l'Education et de l'Enseignement de Promotion sociale,

V. GLATIGNY

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/009525]

2 OKTOBER 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 2017 tot regeling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 30 juni 2016 betreffende het inclusief onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 30 juni 2016 betreffende het inclusief onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, de artikelen 5, eerste lid, 4°, 6, § 2, vijfde lid en 12, vijfde lid;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 2017 tot regeling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 30 juni 2016 betreffende het inclusief onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op de « gendertest » van 19 februari 2024 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 28 maart 2024 van het Onderhandelingscomité van sector IX : «Onderwijs» (Franse Gemeenschap), van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 3 april 2024 van het onderhandelingscomité tussen de regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die door de regering worden erkend;

Gelet op het advies nr. 76.928/2/V van de Raad van State, gegeven op 12 augustus 2024, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de wijzigingen aangebracht door het decreet van 19 juli 2021 aan voornoemd decreet van 30 juni 2016 en dat andere verzoeken van de referentiepersonen die verantwoordelijk zijn voor inclusie of van de Commissie voor het inclusief onderwijs voor sociale promotie aanpassingen inhouden van voornoemd besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 2017;

Overwegende dat, in het belang van de leerlingen en de onderwijsinstellingen voor sociale promotie, de betrokken wijzigingen, gericht op administratieve vereenvoudiging, vanaf het begin van het schooljaar 2024-2025 van kracht moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Onderwijs voor sociale promotie ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 juli 2017 tot regeling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 30 juni 2016 betreffende het inclusief onderwijs voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « redelijke aanpassingen, het verslag van de referentiepersoon aan de Studieraad en het geanonimiseerd verslag » vervangen door de woorden « redelijke aanpassingen en het verslag van de referentiepersoon aan de Studieraad » ;

2° het artikel wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt : « De Minister stelt het model van het geanonimiseerde verslag vast. ».

Art. 2. In artikel 4, paragraaf 1, van hetzelfde besluit wordt het eerste lid aangevuld met de woorden “behalve in geval van uitzonderlijke of onvoorziene omstandigheden ingeroepen door de student. Worden In het bijzonder als uitzonderlijk beschouwd de gevallen van inschrijving, diagnose of evolutie van de handicap die na de bovengenoemde termijn plaatsvinden. ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste, het tweede en het derde lid worden de woorden « aangetekend schrijven met ontvangstbericht » telkens vervangen door de woorden « aangetekend schrijven of elk ander middel voorzien door het decreet » ;

2° artikel 5 wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt : “In afwijking van de eerste drie leden van dit artikel wordt, indien het verzoek werd ingediend na 10 werkdagen vóór de openingsdatum van de onderwijseenheid, de met redenen omklede beslissing van de studieraad per aangetekend schrijven of per elk ander middel voorzien door het decreet uiterlijk op de twintigste werkdag volgend op de indiening van het verzoek, verzonden. ».

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

« § 2. Behoudens uitdrukkelijke tegenbeslissing van de Commissie worden de vergaderingen gehouden bij de Administratie die belast is met het Onderwijs voor sociale promotie. De Commissie kan ook beslissen bijeen te komen via een videoconferentie of hybride ».

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « ten minste vier keer per jaar en » ingevoegd tussen de woorden « vergadert » en « iedere keer » ;

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven ;

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « minstens 10 werkdagen » vervangen door de woorden « ten minste een week » ;

4° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « en langs de post » opgeheven.

Art. 6. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 worden de woorden « Algemene directie Niet-Verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek » vervangen door de woorden « Algemene Directie Hoger Onderwijs, Levenlang leren en Wetenschappelijk Onderzoek » ;

2° in paragraaf 3 wordt het derde lid vervangen als volgt : « Het evaluatieverslag bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 30 juni 2016 wordt voorbereid door het secretariaat, op basis van een verslag van de Inspectiedienst van het Onderwijs voor sociale promotie en van het Afstandsonderwijs dat betrekking heeft op de analyse van geanonimiseerde gegevens verzameld door de betrokken dienst. Het secretariaat stelt de andere elementen op die in het jaarlijkse evaluatieverslag moeten worden opgenomen, met name wat betreft het houden van commissievergaderingen, het aantal en het soort verwerkte beroepen, en de algemene onderwerpen die aan bod komen. Dit jaarlijkse evaluatieverslag wordt vervolgens ter validatie aan de Commissie voorgelegd. ».

Art. 7. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden «bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht » vervangen door de woorden « bij aangetekend schrijven of met elk ander middel voorzien door het decreet ».

Art. 8. In bijlage van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1., worden de woorden « drie afzonderlijke delen » vervangen door de woorden « twee afzonderlijke delen » ;

2° in 1., worden de woorden « C. Geanonimiseerd verslag bij de Inspectiedienst

Het mag geen gegevens bevatten die de identificatie van de student mogelijk maken (of waarschijnlijk zullen maken). Dit verslag kan bij toezending aan de Inspectiedienst in geen geval vergezeld gaan van de delen A en B. Indien bijlagen nodig zijn, kunnen deze de betrokken student niet identificeren. » geschrapt.

Art. 9. Het opschrift van punt 4 van deel A van de bijlage van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « Aanvullende opmerkingen en eerder verleende aanpassingen in andere inrichtingen, in voorkomend geval. ».

Art. 10. In deel B van de bijlage van hetzelfde bresluit worden de punten 2.2., 2.2.1., 2.2.2., 2.4., 2.4.1. en 2.4.2. geschrapt.

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt deel C van de bijlage geschrapt.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2025.

Art. 13. De Minister bevoegd voor Onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 2 oktober 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente, belast met Begroting, Hoger Onderwijs,
Cultuur en Internationale en Intra-Franstalige Betrekkingen,
E. DEGRYSE

De Eerste Vice-Présidente en Minister van Onderwijs en Onderwijs voor sociale promotie,
V. GLATIGNY

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/009526]

2 OCTOBRE 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2024 portant sur la gouvernance du projet informatique relatif à la plateforme pour la gestion de la carrière administrative et pécuniaire des personnels de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française, l'article 11 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2024 portant sur la gouvernance du projet informatique relatif à la plateforme pour la gestion de la carrière administrative et pécuniaire des personnels de l'enseignement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juillet 2024 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2024 portant sur la gouvernance du projet informatique relatif à la plateforme pour la gestion de la carrière administrative et pécuniaire des personnels de l'enseignement est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Le Copil CEPAGE est composé comme suit :

1° un représentant du Ministre ayant l'Éducation et l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions ;

2° un représentant du Ministre ayant la tutelle sur l'Entreprise des technologies numériques de l'information et de la communication (ci-après « ETNIC ») ;

3° un représentant du Ministre ayant le Budget et l'Enseignement supérieur dans ses attributions ;

4° le Manager de programme, et le cas échéant, un chef de projet ;

5° deux sponsors : un désigné parmi les fonctionnaires généraux de l'Administration générale de l'Enseignement et un parmi les membres du Comité de direction de l'ETNIC ;

6° l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement ;

7° l'administrateur général de l'ETNIC ;

8° le directeur général de la Direction générale du budget et des finances ;

9° un Inspecteur des finances.

Le Comité de pilotage peut le cas échéant inviter des experts. Il se dote d'un règlement d'ordre intérieur. Le Manager de programme désigne une personne chargée du secrétariat. ».

Art. 2. A l'article 5 du même arrêté, le terme « 7° » est remplacé par le terme « 4° ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 30 septembre 2024.

Art. 4. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions et le Ministre qui a l'éducation dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 octobre 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, en charge du Budget, de l'Enseignement supérieur, de la Culture,
des Relations internationales et intra-francophones,
E. DEGRYSE

La Première Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement de Promotion sociale,
V. GLATIGNY

Le Ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias,
J. GALANT